

ARRETE DU MAIRE
Commune de SAINT-JUST SAINT-RAMBERT
POUVOIR DE POLICE

Objet : EGTP RESEAUX –règlementation de la circulation et du stationnement 3 route de Saint-Marcellin pour des travaux de pose de coffret – 15 jours à compter du 8 juillet 2024

N°24/852 ST

Le Maire de la Commune de Saint-Just Saint-Rambert

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en ses articles L 2213-1 et suivants,
- Vu le Code de la route et notamment les articles R411-5, R411-8, R411-21-1 et R417-10,
- **Considérant** la demande en date du 24 juin 2024, de l'entreprise **EGTP RESEAUX**, représentée par Madame Julie ZINUTTI, domiciliée 805 rue Jacqueline Auriol – ZI les Murons à Andrézieux-Bouthéon (42160)
- **Considérant** les travaux de tranchée et pose de coffret pour la réalisation d'un branchement ENEDIS
- **Considérant** qu'il est nécessaire de prendre des mesures réglementant la circulation et le stationnement 3 route de Saint-Marcellin

ARRETE

ARTICLE 1 : Pendant la durée de ces travaux, soit 15 jours à compter du 8 juillet 2024 la réglementation se fera comme suit entre 8h30 et 16h30 :

- La circulation sera alternée par des feux tricolores
- Le stationnement sera interdit aux droits du chantier
- La vitesse sera limitée à 30km/h
- La voirie et/ou le trottoir seront remis en état, ainsi que le marquage au sol

ARTICLE 2 : L'entreprise aura la charge d'informer les riverains ou (et) les commerçants pour les travaux qui vont être réalisés.

ARTICLE 3 : L'entreprise aura la charge de la signalisation réglementaire de jour et de nuit et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 4 : Le pétitionnaire devra prendre toute mesure de sécurité pour assurer la sécurité des personnes. Il devra également souscrire toute assurance réglementaire.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage par le bénéficiaire, sur le lieu des travaux.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux devant l'auteur de l'acte ou d'un recours contentieux devant le juge administratif dans un délai de deux mois, à compter de la notification. Le Tribunal Administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 8 : Le Directeur des services techniques et le chef de la Police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Saint-Just Saint-Rambert et à Loire Forez agglomération.

Saint-Just Saint-Rambert, le 26 juin 2024

Olivier JOLY

Maire de Saint-Just Saint-Rambert,


